ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 31 août 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement de police et de navigation pour la mer territoriale belge, les ports et les plages du littoral belge", a donné le 18 septembre 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 31e augustus 1967 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende politie- en scheepvaartreglement voor de Belgische territoriale zee, de havens en de stranden van de Belgische kust", heeft de 18e september 1967 het volgend advies gegeven :

Le projet remplace l'arrêté royal du 22 janvier 1929 portant règlement de police de la navigation dans les eaux du littoral belge et de ses ports.

L'arrêté en projet a un champ d'application plus large que l'arrêté royal du 22 janvier 1929. Il s'applique, non seulement aux eaux du littoral belge et aux ports, mais encore aux plages du littoral. D'autre part, tombe sous l'application de l'arrêté en projet "tout engin utilisé ou susceptible d'être utilisé comme moyen de transport sur l'eau". Cette notion comprendrait, dans l'intention du Gouvernement, non seulement les bateaux, au sens normal du mot, mais aussi les engins tels les petits canots pneumatiques, les pédalos et autres engins de plage de même nature.

Cette intention est difficilement conciliable avec toute une série de dispositions prévues par le projet.

Observations préliminaires.

1. Le chapitre II est divisé en sections A, B, C,... Il conviendrait de remplacer les lettres par les chiffres I, II, III ...

2. Les articles 3, 5, 6, 7, 9, 16, 28 et 29 sont pourvus d'un intitulé qui devrait être supprimé.

Examen des articles.

Article 2.

Au 1°, la définition correspond à celle que l'arrêté royal du 22 janvier 1929 donnait aux eaux du littoral belge.

.../...

Cette dernière expression est remplacée, dans le projet, par "mer territoriale belge".

Certains textes réglementaires - notamment l'arrêté royal du 15 mars 1966 relatif aux lettres de pavillon et à l'équipement des bâtiments de plaisance - citent les eaux du littoral belge en faisant référence à la définition qu'en donne l'arrêté royal du 22 janvier 1929. Il conviendrait que la terminologie employée dans ces textes et les références qui y sont faites soient mises en concordance avec l'arrêté en projet.

Au 4°, la définition du bâtiment de mer est celle qui est donnée, dans le projet L. 10.176/2, aux navires. Par souci d'uniformité, il conviendrait, dans les deux projets , d'adopter une terminologie identique.

La même observation vaut pour le 5° du projet.

Article 4.

§ 1er. Le mot "inclus" doit être omis.

La dénomination exacte des règles mentionnées est : "Règles pour prévenir les abordages en mer". Le projet devrait être modifié à cet égard partout où il est fait référence à ces règles.

§ 4. Il conviendrait d'écrire : " ... les bateaux volants et les autres appareils ... ".

.../...

Article 5.

§ 1er. Au 1°, les mots "étant entendu ... 1,83 m" doivent être remplacés comme suit : " ... la distance respective entre les feux et les marques pouvant varier de 0,50 m au moins à 1,83 m au plus".

Le 3° devrait commencer comme suit : "Les feux et marques visés au 1° doivent ... ".

Au 5°, les mots "il porte" doivent être remplacés par "ces bâtiments portent".

Il est proposé de rédiger le 6° de la manière suivante :

"6°. Si le passage le long desdits bâtiments est libre des deux côtés, les feux et marques prescrits aux 4° et 5° doivent être exhibés des deux côtés du bâtiment".

Article 6.

La méconnaissance des obligations imposées par cette disposition étant pénalement sanctionnée, il y a lieu de préciser la portée des termes "marchandises inflammables ou dangereuses".

Au § 1er, 2°, b, le mot "navire" doit être remplacé par "bâtiment".

Le § 2 doit être rédigé comme suit :

"Par dérogation au § 1er, 2°, les bâtiments d'intérieur ... en vertu du § 1er, 1°".

.../...

Article 7.

Il est proposé de rédiger le § 3 de la manière suivante :

"§ 3. La règle 1 b des règles pour prévenir les abordages en mer est applicable aux feux prescrits par le présent article ".

Article 8.

Le § 1er devrait être rédigé comme suit :

" § 1er. Tout bâtiment se trouvant dans la mer territoriale belge se conforme, en matière de règles de navigation, aux prescriptions contenues dans les préliminaires de la partie C, dans la règle 16, dans les préliminaires de la partie D, ainsi que dans les règles 17 à 24, 25 (a) et (c), 26, 27 et 29 des règles pour prévenir les abordages en mer".

Au § 4, le mot "respectable" devrait être remplacé par "de sécurité suffisante".

Au § 5, il faut écrire "dans les chenaux".

Article 9.

La première phrase du § 9 pourrait être rédigée comme suit :

"Il est interdit d'entraver la circulation dans le chenal, notamment en y tendant des amarres".

.../...

Article 12.

Au 2°, les mots "au-dessus" doivent être remplacés par "au-dessous".

Au 2° et au 3°, le mot "sub" doit être remplacé par "au".

Article 13.

Au § 2, 1°, il y a lieu d'écrire : "notamment des hydrocarbures ou des résidus d'hydrocarbures... ".

La première phrase du § 3 devrait être rédigée comme suit :

"Les capitaines ou patrons prennent toutes les précautions nécessaires pour ne pas endommager les digues, les ouvrages des ports ou les travaux en cours d'exécution".

Dans la mesure où le § 4 aurait pour effet de régler une question de responsabilité, il serait dépourvu de fondement légal, le Roi n'ayant pas pareil pouvoir.

Article 14.

Le § 5 devrait être rédigé de la même manière que l'article 18, § 5, du projet L. 10.176/2, sauf à remplacer le mot "chenal" par "voie navigable".

Au § 6, alinéa 2, le mot "débours" doit être remplacé par "avances.

.../...

Au § 8, le mot "considérés" doit être remplacé par "constitués".

Au § 9, alinéa ler, le mot "reçus" doit être remplacé par "repris" et les mots "la caisse des consignations" doivent être remplacés par "la caisse des dépôts et consignations".

Article 15.

Le mot "inclus" doit être omis.

Article 16.

La rédaction suivante est proposée pour les §§ ler et 3 :

"§ ler. L'emplacement d'épaves ou de bâtiments coulés bas doit être indiqué au moyen des feux et marques prescrits, pour les bâtiments échoués, par les règles pour prévenir les abordages en mer .

§ 3. Toute épave ou tout bâtiment coulé bas à bord duquel les feux et marques prescrits au § ler ne peuvent être hissés ou dont les feux et marques n'indiquent pas suffisamment le passage libre, peut ... ".

Article 18.

Au § 3, les mots "relativement aux §§ ler et 2" doivent être remplacés par "par application des §§ ler et 2".

.../...

Article 21.

Il est proposé de rédiger les §§ 2 et 3 comme suit :

"§ 2. Le § 1er n'est pas applicable aux bâtiments de plaisance qui participent à des compétitions, à condition que les bâtiments restent sous la surveillance effective des organisateurs.

§ 3. Pour l'application du § 1er, est considéré comme vent venant de la terre, le vent ... ".

Il y a lieu d'observer au surplus que la version française n'est pas en concordance avec la version néerlandaise du § 3.

Au § 4, les mots "dont question au § 1er" doivent être omis.

+

On doit se demander comment les propriétaires des bâtiments de plaisance visés dans l'article , et qui ne se trouvent pas à Ostende, Zeebrugge, Nieuport ou Blankenberghe, sauront s'il leur est permis ou interdit de prendre la mer.

Compte tenu du développement de la navigation de plaisance et des dangers qui en résultent, la question se pose de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'imposer aux communes des obligations précises que ne comporte pas l'emploi des mots "si possible".

Les mots "au paragraphe premier" doivent être remplacés par "au § 1er".

.../...

Article 22.

Il est proposé de réunir les §§ 1er et 2 en un seul paragraphe rédigé comme suit :

"§ 1er. Dans les ports du littoral belge ou dans la rade de ces ports, aucune compétition ni manifestation sportive ou récréative à laquelle participent des bâtiments de plaisance, ne peut avoir lieu sans l'autorisation de ... (l'autorité competente devrait être indiquée avec précision).

La demande doit en être faite trois semaines au moins avant la date prévue. Le fonctionnaire compétent statue sans délai sur la demande".

Le § 3 qui deviendrait le § 2, devrait commencer ainsi :

"Le Ministre qui a dans ses attributions l'administration de la marine et de la navigation intérieure peut ... ".

Article 24.

Au § 4, les mots "sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, § 4, dernière phrase" doivent être omis, cette disposition concernant les bâtiments et non les pêcheurs.

.../...

Article 25.

L'article 25 devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 25.-

Sont applicables dans les ports du littoral belge, aux bâtiments d'intérieur, les articles 1er (8), 2 (1) et (2), 4, 5, 7 et 8 de l'arrêté royal du 15 octobre 1935 qui porte le règlement de police et de navigation des voies navigables administrées par l'Etat".

Article 28.

Le mot "paragraphe" doit, quand il est suivi d'un chiffre, être remplacé par le signe "§".

Au § 1er, 2°, le mot "mentionnés" doit être intercalé entre les mots "agents" et "ci-après".

Article 29.

Ni la loi du 6 mars 1818 ni aucune autre disposition légale ne donnent au Roi le pouvoir de créer, en la matière, des sanctions pénales. Il en résulte que le § 2 de l'article 29, qui ne se borne pas à rappeler l'application de la loi du 6 mars 1818, ne peut être admis dans la rédaction proposée.

Le but poursuivi par le Gouvernement serait toutefois atteint si une disposition nouvelle interdisant l'exécution de manoeuvres dans les conditions prévues au § 2, était insérée dans le projet. Les infractions à cette disposition tomberaient, automatiquement, sous l'application de la loi du 6 mars 1818.

.../...

L'article nouveau pourrait prendre place dans le chapitre IV et pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Article ...

Il est interdit à tout capitaine ou patron ainsi qu'à toute personne affectée à la navigation intérieure de porter atteinte à la sécurité de la navigation ou de retarder la navigation par des manoeuvres maladroites exécutées par négligence, par incapacité, en état d'ivresse ou à dessein".

Le numérotage des articles du projet devra être modifié en conséquence.

L'article 29 du projet devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 29.-

Les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies des peines prévues par l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales et communales".

Het ontwerp-besluit vervangt het koninklijk besluit van 22 januari 1929 op het politiereglement van de scheepvaart in de wateren van de Belgische kust en haar havens.

Het heeft een ruimere werkingssfeer dan dat koninklijk besluit, namelijk niet alleen de wateren van de Belgische kust en de havens, maar ook de stranden van de kust. Bovendien is het toepasselijk op "elk tuig gebruikt of in staat om gebruikt te worden als middel van vervoer te water", hetgeen volgens de Regering niet alleen slaat op vaartuigen in de gewone betekenis van het woord, maar ook op kleine rubberboten, waterfietsen en andere strandtuigen van die aard.

Die bedoeling is bezwaarlijk overeen te brengen met een hele reeks bepalingen van het ontwerp.

Voorafgaande opmerkingen.

1. Hoofdstuk II is ingedeeld in secties A, B, C, ... Men leze : afdeling I, afdeling II, afdeling III, ...

2. De artikelen 3, 5, 6, 7, 9, 16, 28 en 29 hebben een opschrift dat dient te vervallen.

..../.....

Onderzoek van de artikelen.

Artikel 2.

In de tekst onder 1° stemt de definitie overeen met die van de "Belgische kustwateren" in het koninklijk besluit van 22 januari 1929.

Die term is in het ontwerp vervangen door "Belgische territoriale zee".

Een aantal verordeningsteksten - waaronder het koninklijk besluit van 15 maart 1966 betreffende de vlaggebrieven en de uitrusting van de pleziervaartuigen - vermelden de "wateren van de Belgische kust" onder verwijzing naar de definitie van het koninklijk besluit van 22 januari 1929. De terminologie en de verwijzingen zouden in die teksten in overeenstemming moeten worden gebracht met het ontwerp-besluit.

Onder 4° van de Franse tekst wordt voor "bâtiment de mer" dezelfde definitie gegeven als ontwerp L.10.176/2 geeft voor "navire". Ter wille van de eenheid werke men in beide ontwerpen met een zelfde term.

Een zelfde opmerking geldt voor de tekst onder 5°.

Artikel 4.

§ 1. De woorden "en met" moeten vervallen.

De juiste benaming van de vermelde "Internationale Regelen" luidt : "Bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee". Het ontwerp zou op dat punt moeten worden gewijzigd overal waar naar die bepalingen wordt verwezen.

.../...

§ 4. Men leze : "watervliegtuigen, waaronder ook vliegboten en andere luchtvaartuigen ...".

Artikel 5.

§ 1. In de tekst onder 1° vervange men de komma na "aanvaringen op zee" door een kommapunt en leze men de tekst verder als volgt : "de onderlinge afstand tussen de lichten en dagmerken mag van ten minste 0,50 m. en ten hoogste 1,83 m. gaan".

Onder 3° schrappe men "van deze paragraaf".

In de Franse tekst onder 5° schrijve men "ces bâtiments portent".

Onder 6° schrappe men het woord "hierboven".

Artikel 6.

Op het niet-nakomen van de in deze bepaling opgelegde verplichtingen staat straf ; daarom behoort de inhoud van de termen "ontvlambare of gevaarlijke goederen" nader te worden omschreven.

In § 1, 2°, b, Franse tekst, moet "navire" worden vervangen door "bâtiment".

.../...

Paragraaf 2 moet als volgt worden gelezen :

"In afwijking van § 1, 2°, moeten binnenschepen ... de lichten en dagmerken voeren die krachtens § 1, 1°, voor zeeschepen zijn voorgeschreven".

Artikel 7.

Voorgesteld wordt, § 3 als volgt te lezen :

" § 3. Regel 1 (b) van de bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee is van toepassing op de in dit artikel voorgeschreven lichten".

Artikel 8.

Paragraaf 1 zou als volgt moeten worden gelezen :

" § 1. Elk vaartuig dat zich in de Belgische territoriale zee bevindt, gedraagt zich inzake scheepvaartregelen naar hetgeen voorgeschreven is in de inleiding van deel C, in regel 16, in de inleiding van deel D, en in de regelen 17 tot 24, 25 (a) en (c), 26, 27 en 29 van de bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee".

In de Franse tekst van § 4 zou het woord "respectable" moeten worden vervangen door "de sécurité suffisante".

In de Franse tekst van § 5 leze men "dans les chenaux".

.../...

Artikel 9.

De eerste volzin van § 9 kan als volgt worden gelezen :

"Het is verboden het scheepsverkeer in de vaargeul te belemmeren, onder meer door het spannen van smeerlijnen".

Artikel 12.

Onder 2°, Franse tekst, moet "au-dessus" worden vervangen door "au-dessous".

Onder 1° en 2° vervange men "sub" door "in".

Artikel 13.

In de Franse tekst van § 2, 1°, leze men : "notamment des hydrocarbures ou des résidus d'hydrocarbures...".

De eerste volzin van § 3 zou als volgt moeten worden gelezen :

"De kapiteins of schippers nemen alle nodige voorzorgen om geen dijken, havenkunstwerken of werk in uitvoering te beschadigen".

In zover § 4 tot doel mocht hebben een regeling te treffen inzake aansprakelijkheid, heeft het geen rechtsgrond, want de Koning heeft in dezen geen bevoegdheid.

.../...

Artikel 14.

Paragraaf 5 zou moeten worden gelezen zoals artikel 18, § 5, van ontwerp L.10.176/2, maar in de Franse tekst vervange men "chenal" door "voie navigable".

In de Franse tekst van § 6, tweede lid, moet "débours" worden vervangen door "avances".

In de Franse tekst van § 8 moet "considérés" worden vervangen door "constitués".

In § 9, eerste lid, vervange men "in ontvangst genomen" door "teruggenomen", en "consignatiekas" door "deposito- en consignatiekas".

Artikel 15.

De woorden "en met" moeten vervallen.

Artikel 16.

Voor de §§ 1 en 3 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. De ligging van wrakken of gezonken vaartuigen moet worden aangegeven door middel van de lichten en dagmerken die in de bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee zijn voorgeschreven voor aan de grond zittende vaartuigen .

.../...

§ 3. Elk wrak of elk gezonken schip aan boord waarvan de in § 1 voorgeschreven lichten en dagmerken niet kunnen worden gehesen of waarvan de lichten en dagmerken de vrije doorvaartweg niet duidelijk genoeg aangeven, mag in de havens van de Belgische kust de volgende seinen vertonen op ...".

Artikel 18.

De eerste volzin van § 3 leze men als volgt :

"De eigenaars, kapiteins of schippers moeten de krachtens de §§ 1 en 2 gegeven bevelen onmiddellijk opvolgen".

Artikel 21.

De §§ 2 en 3 leze men als volgt :

"§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op plezier-vaartuigen die aan wedstrijden deelnemen, op voorwaarde dat die vaartuigen onder afdoend toezicht van de organisatoren blijven.

§ 3. Voor de toepassing van § 1 wordt ...".

Bovendien moet worden opgemerkt dat de Nederlandse en de Franse versie van § 3 niet overeenstemmen.

In § 4 moeten de woorden "in § 1 vermeld" vervallen.

+

.../...

De vraag moet worden gesteld, hoe de eigenaars van de in het artikel bedoelde pleziervaartuigen die niet te Oostende,Zeebrugge, Nieuwpoort of Blankenberge liggen, kunnen weten of zij al dan niet zee mogen kiezen. Gelet op het groeiend aantal pleziervaartuigen, met alle gevaren van dien, rijst de vraag of aan de gemeenten geen welbepaalde verplichtingen zouden moeten worden opgelegd, die niet worden gedekt door het gebruik van de woorden "zo mogelijk".

Men vervange de woorden "in het § 1" door "in § 1".

Artikel 22.

Voorgesteld wordt,de §§ 1 en 2 tot één paragraaf te verwerken als volgt :

"§ 1. Geen wedstrijd of sport- of ontspannings-manifestatie waaraan pleziervaartuigen deelnemen, mag in de havens van de Belgische kust of op de rede van die havens worden gehouden zonder vergunning van ... (de bevoegde overheid nauwkeurig aangeven).

De vergunning moet ten minste drie weken vóór de vastgestelde datum worden aangevraagd. De bevoegde ambtenaar beschikt onverwijld op de aanvraag".

Paragraaf 3, die dan § 2 wordt, zou als volgt moeten beginnen :

"De Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart behoort, kan ...".

.../...

Artikel 24.

In § 4 moeten de woorden "Onverminderd het bepaalde van artikel 8, § 4, laatste zin" vervallen, want die bepaling heeft betrekking op de vaartuigen en niet op de vissers.

Artikel 25.

Artikel 25 zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 25.-

In de havens van de Belgische kust gelden voor de binnenschepen de artikelen 1 (8), 2 (1) en (2) 4, 5, 7 en 8 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 vaststellende het reglement betreffende de politie en de scheepvaart der bevaarbare waterwegen onder beheer van de Staat".

Artikel 28.

Waar het woord "paragraaf" vóór een cijfer staat, moet het worden vervangen door het teken "§".

In § 1, 2°, Franse tekst, schrijve men "les agents mentionnés ci-après".

.../...

Artikel 29.

Noch de wet van 6 maart 1818, noch enige andere wetsbepaling machtigt de Koning om in deze aangelegenheid straffen in te voeren. Daaruit volgt dat § 2 van artikel 29, die meer doet dan alleen maar de toepassing van de wet van 6 maart 1818 in herinnering brengen, niet kan worden geduld in de voorgestelde redactie.

De Regering kan haar doel bereiken door in het ontwerp een nieuwe bepaling op te nemen, die verbiedt maneuvers uit te voeren onder de omstandigheden genoemd in § 2. De overtredingen van die bepaling zouden automatisch onder toepassing van de wet van 6 maart 1818 vallen.

Het nieuwe artikel zou een plaats kunnen krijgen in hoofdstuk IV en zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel ...

Aan alle kapiteins of schippers en aan allen die bij de binnenvaart zijn tewerkgesteld, wordt verbod opgelegd de veiligheid van de scheepvaart in gevaar te brengen of de scheepvaart te vertragen door onhandige maneuvers die uit nalatigheid, uit onbekwaamheid, in staat van dronkenschap of met opzet worden uitgevoerd".

De artikelen van het ontwerpen moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

Artikel 29 van het ontwerp zou dan als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 29.-

Overtreding van de bepalingen van dit reglement wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 1, eerste lid, van de wet van 6 maart 1818 omtrent de straffen tegen de overtreders van algemene verordeningen uit te spreken of bij provinciale of plaatselijke reglementen vast te stellen".

La chambre était composée de

Messieurs : M.VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,

J.MASQUELIN, conseillers d'Etat,
F.REMION,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER,

G.DE LEUZE, greffier adjoint,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : M.VAN BUNNEN, staatsraad, voorzitter,

J.MASQUELIN, staatsraden,
F.REMION,

P.DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,
J.DE MEYER,

G.DE LEUZE, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) G.VAN BUNNEN.